



CONFÉRENCE THÉMATIQUE

L'éducation au développement et à la solidarité internationale au service des collectivités territoriales

Présidente de séance

Véronique Moreira, vice-présidente de la région Rhône-Alpes, chargée des relations internationales, présidente de RESACOOOP

L'engagement dans la coopération décentralisée est un choix politique, une compétence choisie. Dans leurs partenariats, les collectivités insistent sur le renforcement des capacités de développement local et le déploiement des compétences territoriales.

Les budgets sont modestes, mais l'inscription dans les cadres nationaux d'intervention permet d'avoir un impact plus important.

Malgré une crise climatique, alimentaire, et économique sans précédent, la pression des intérêts financiers pousse les pays à continuer comme avant. Les attentes de Rio + 20 ne sont pas tenues par la communauté internationale qui est sous la pression des exigences du marché. En effet, on parle de « droits à émettre », de « droits à échanger » concernant les émissions de gaz à effet de serre, mais on ne remet pas en question le modèle.

L'éducation au développement (EaD) est une des réponses proposées aux collectivités territoriales ; elle est appuyée par les mouvements citoyens.

L'EaD donne aux collectivités le rôle d'acteur de coopération décentralisée et de défenseur des biens communs.

Elle permet aussi de justifier les actions menées sur les territoires, en y faisant adhérer des citoyens qui sont informés et impliqués. Cette démarche permet à la société civile d'être formée, prête à comprendre, et concernée par des défis globaux.

Intervenants

Adélie Miguel Sierra, experte, formatrice, maître de conférences, université de Liège

Historiquement, il y a eu l'éducation au développement parce qu'il y a eu la coopération au développement. Il y a plusieurs définitions de l'EaD, mais d'une manière générale, il s'agit d'informer, de former l'esprit critique, mais également de changer les règles.

Cependant, cette question de sensibilisation des publics a toujours été importante au regard de l'histoire, la propagande coloniale a été construite sous la forme d'éducation au développement (formatage des consciences des colonisés).

À partir de la décolonisation, plusieurs logiques de sensibilisation vont voir le jour successivement.

Pendant la guerre 1939-1945, le modèle était propagandiste ; dans les années soixante naît la notion « d'aide au développement », suivi des « étapes du développement » de Rostow. Ensuite, c'est la naissance de « la promotion des projets » au sud (campagnes d'informations), puis dans les années soixante-dix, on assiste à une grosse ébullition en Europe autour de la pédagogie et de la participation, puis naissent les logiques marxistes (recherche des causes structurelles du sous-développement).

Dans les années quatre-vingt, on commence à parler du « sud » dans le « nord » (le quart-monde). C'est l'émergence de la question du développement au nord.

Concernant l'EaD dans les années quatre-vingt-dix, on va poser les questions des règles internationales, de la dette internationale, de la dette publique ici, de l'environnement, du commerce équitable.

Dans les années deux mille, c'est le début de la globalisation, on se pose les questions de manière globale et non plus dans une réflexion nord-sud.

On passe d'une éducation sur le sud à une éducation sur la situation internationale.

Samuel Caillault, responsable des relations internationales de la ville de Chambéry

La coopération avec Ouahigouya dure depuis vingt ans. L'objectif est de rapprocher les habitants des deux villes, de mieux se connaître, de mieux se comprendre et de mener ensemble des actions de solidarité.

Cette approche est restée une valeur fondamentale de l'action de Chambéry. La coopération entre l'Afrique de l'Ouest et la France n'est pas toujours facile, c'est pourquoi il est important d'associer les élus, et la société civile des deux communes.

La ville de Chambéry a mis en place une vingtaine de projets en vingt ans autour de l'appui à la gouvernance, l'appui aux initiatives sociales de la société civile, la coopération hospitalière, le développement économique et les actions culturelles.

Aujourd'hui, le Festival Lafi Bala est un des plus grands événements gratuits sur la ville. La question est de savoir si ce genre de manifestations est de l'EaD. Le festival permet de mieux connaître l'autre, de s'ouvrir au vivre ensemble, d'appréhender les inégalités nord-sud. La ville a essayé d'intégrer ce festival comme un projet de coopération en soi, avec des actions tout le long de l'année.

Le projet se construit dans la coopération avec les services jeunesse, éducation, vie associative, culture, mais aussi avec des partenaires locaux comme les maisons des jeunes, les bibliothèques, les médiathèques, les centres aérés, ou encore les écoles.

Davina Derain, coordinatrice coopération Chambéry-Ouahigouya

Le Festival Lafi Bala existe depuis sept ans, il vise à donner un autre regard sur les cultures du Burkina Faso, c'est une invitation au voyage, une immersion en terre burkinabé.

Il a évolué sur la forme comme sur le fond, allant vers une véritable démarche d'EaD.

L'édition 2011 a rassemblé quatre-vingts artisans et artistes burkinabés, une vingtaine d'animations pédagogiques à destination d'un public jeune, avec l'appui de 180 bénévoles, regroupant 18 000 festivaliers, dont plus de 1 000 enfants.

C'est un événement qui permet la mobilisation des citoyens, des partenaires techniques et financiers, mais aussi des entreprises du territoire, et des services techniques de la ville. Le festival propose également des temps d'échanges (« des causeries ») sur les questions de l'accès à l'eau, de la place des jeunes, ou encore de la place de l'Afrique dans les médias.

En 2011, dans le cadre du festival, la ville a mis en place le Forum des coopérations décentralisées avec le Burkina Faso, rassemblant d'autres collectivités françaises qui se questionnent sur leurs pratiques de coopération avec le Burkina Faso.

Dominique Boizeau, directrice de la communication, Fondation Veolia Environnement

Le Programme Média Terre se passe en France dans les quartiers populaires. Le dispositif est porté avec Unis-Cité, où les jeunes accompagnent des projets sociaux ou environnementaux. Média Terre vise à aider des familles pauvres par des gestes simples qui peuvent réduire leurs factures d'énergie, et vise à sensibiliser aux enjeux environnementaux.

Le programme regroupe 500 volontaires, autour de 53 communes impliquées, et près de 2 000 familles accompagnées.

Le programme répond à un enjeu social et environnemental pour les familles (en adoptant des éco-gestes), mais aussi économique (en diminuant les dépenses et les impayés).

Média Terre cherche à contribuer au changement des comportements, à responsabiliser les personnes sur le tri des déchets, et à faire prendre conscience des enjeux environnementaux. Cela passe par l'animation des quartiers ou les visites de sites pour accompagner une démarche écocitoyenne.

C'est aussi un projet de lien social, les volontaires étant souvent issus des quartiers populaires, et donc mieux à même de passer le message.

En termes de résultats, c'est 50 % des familles accompagnées qui n'utilisent que des produits ménagers naturels, 87 % qui achètent des fruits et des légumes de saison, et une baisse de 11 euros sur la facture énergétique par mois. Finalement, 96 % des familles demandent de continuer le programme. Aujourd'hui, soixante-six collectivités locales, et treize entreprises et fondations soutiennent Média Terre (EDF, le Service civique, AG2R La Mondiale, la Fondation Veolia).

Bérangère Charlet, coordinatrice de l'ONG « Le Partenariat » à Lille

Le centre Gaïa est situé à Lille sud, c'est un centre d'EaD initié par l'association « Le Partenariat » qui a plus de trente ans. L'association mène des actions de coopération décentralisée avec les régions de Saint-Louis et de Matam au Sénégal.

Le volet d'EaD se développe en partenariat avec une association flamande « Studio Globo », et concerne un public jeune (8-12 ans), qui est placé en situation d'immersion dans un village sur 200 m², véritable reconstitution d'un village sénégalais.

Avec le soutien de la ville de Lille, de la région Nord-Pas-de-Calais, et du département du Nord, le programme se construit autour de formations sur le territoire régional, en mettant l'individu au centre de son apprentissage.

Les publics visés sont en priorité les publics scolaires, dans la mesure où c'est par le biais du système scolaire que l'impact sera le plus important.

Parallèlement, le programme s'articule auprès des structures sociales, des retraités, des parents d'élèves et de beaucoup d'actions intergénérationnelles.

L'association met en place une formation des enseignants pendant trois heures pour sensibiliser ensuite les élèves. Le village permet aux jeunes de vivre la vie d'un Sénégalais, chaque enfant ayant un métier et une identité. Au retour de l'atelier, une restitution est proposée avec la classe pour approfondir une thématique sociale, culturelle ou économique sur le pays.

9 500 personnes par an bénéficient des activités. Et un projet d'appui à la création d'un centre similaire à Saint-Louis voit aujourd'hui le jour.

Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, présidente du groupe thématique Jeunesse de Cités Unies France

Il y a un réel intérêt de la part des jeunes pour la solidarité internationale, elle permet de penser autrement la mondialisation et la notion d'échange. C'est aussi une question de construction identitaire permettant à ces jeunes d'avoir un regard différent sur les autres pays. Les jeunes ont besoin de se confronter à ces expériences pour se construire individuellement.

L'accessibilité des actions de solidarité internationale pour les publics jeunes est problématique, les projets sont difficiles à monter, certains jeunes s'auto-excluent et il y a un trop grand cloisonnement des dispositifs. D'où la nécessité d'une meilleure sensibilisation des professionnels jeunesse.

Ensuite, l'articulation avec les associations « jeunesse », le lien avec les professionnels et la double mobilité des jeunes sont de véritables enjeux pour la mise en place de programmes d'EaD efficaces.

Dans un contexte de restriction budgétaire, il faut penser les projets d'EaD non pas seulement dans le voyage et la mobilité physique : les blogs et réseaux sociaux peuvent être des alternatives.

Trois idées clefs

- Il est important d'intégrer les actions d'EaD dans des démarches transversales, notamment en impliquant les éducateurs et les travailleurs sociaux pour apporter la notion d'EaD dans les programmes d'actions locales.
- Face à l'engouement des jeunes pour la solidarité internationale, il est nécessaire de mieux former les professionnels « jeunesse » et de rendre les dispositifs plus accessibles.
- D'une manière générale, la collectivité est bien placée pour accompagner l'EaD, mais elle nécessite une forte volonté politique de la ville et le partage des missions en interne avec les autres services concernés.